



Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 9 Février 2017

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille dix-sept, le jeudi 9 Février à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉSENTS : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, M. Patrick CHANUT, M. Bernard ANDRE, Mme Florence BERTHEAU et Mme Christine CASSUS.

ONT DONNÉ POUVOIR : Néant

ABSENT NON EXCUSÉ : M. Frédéric WEISS, M. Frédéric DEVARREWAERE et M. Patrick MOIREAU

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 9

Présents : 6

Pouvoir : 0

Votants : 6

Date de convocation : le 2 Février 2017

Date d'affichage : le 2 Février 2017

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Bernard ANDRE a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 22 Décembre 2016

Le procès-verbal de la séance du jeudi 22 Décembre 2016, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observations, à l'unanimité.

II - DÉLIBÉRATIONS

1 – Délibération N°2017-02/01 : Vote d'un 2^{ème} adjoint et indemnités de fonction

Mme Christine GUILLETTE, Maire, expose la nécessité d'un 2^{ème} adjoint et demande aux conseillers de procéder à l'élection de celui-ci.

M. Bernard ANDRE se porte candidat.

Bernard ANDRE obtient 6 voix

Bulletins nuls : 0

Bernard ANDRE est élu 2^{ème} adjoint au Maire

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2123-20 à L 2123-24-1, Considérant que le code susvisé fixe des taux maximum et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités allouées pour le 2^{ème} adjoint,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité, de fixer le montant des indemnités à compter du 9 février 2017, pour l'exercice effectif d'adjoint, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux, aux taux suivants :

- 2^e adjoint : 5,5 %

Taux en pourcentage de l'indice 1015, conformément au barème fixé par les articles L 2123-23, L 2123-24, L 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales.

2 – Délibération N°2017-02/02 : Avis sur les éoliennes de Choisy en Brie

Le conseil municipal,

VU le code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique en date du 1^{er} décembre 2016,

VU les pièces du dossier,

VU le jugement du Tribunal administratif de Paris en date du 13 novembre 2014 et l'arrêt de la Cour administrative de Paris en date du 17 novembre 2016,

Considérant que l'enquête publique sur le projet d'autorisation unique d'implantation de 6 éoliennes (parc éolien « Les Closeaux), sur le territoire de la commune de Choisy-en-Brie, a été ouverte par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 2016, pour une durée de 1 mois à compter du 2 janvier 2017 ;

Considérant que la commune de Marolles en Brie, située dans le périmètre de 6 km du lieu d'implantation des éoliennes, est impactée par le projet et doit formuler un avis sur le projet dans le délai de 15 jours à compter de la fin de l'enquête publique ;

Considérant, en premier lieu, que la procédure d'information du public sur les enjeux environnementaux de la politique de développement éolien, au niveau régional, est inévitablement vicié, du fait de l'annulation du Schéma régional éolien d'Ile de France, pour défaut d'évaluation

environnementale, par un jugement en date du 13 novembre 2014 du Tribunal administratif de Paris, confirmé par la Cour administrative d'appel de Paris par un arrêt en date du 17 novembre 2016 ; qu'en tout état de cause, en l'absence de schéma régional éolien adopté conformément à la procédure d'évaluation environnementale prévue par le code de l'environnement, il paraît très inopportun de délivrer aujourd'hui une autorisation unique au projet d'implantation du parc éolien « Les Closeaux » ;

Considérant, en outre, que la commune qui a eu accès au dossier d'enquête publique déplore une très insuffisante information du public concernant les impacts du projet sur l'économie agricole alors que le projet est situé en pleine zone agricole cultivée, sans que la commission départementale de consommation des espaces naturels agricoles et forestiers n'ait été consultée préalablement à l'ouverture de l'enquête publique ;

Considérant en deuxième lieu, que le projet d'implantation de 6 éoliennes, d'une hauteur de 165 mètres en bout de pale, sur le plateau de Brie, entraînera une détérioration disproportionnée de ce paysage typique de la région, en totale contradiction avec l'objectif de préservation des paysages laitiers de Brie, actuellement poursuivi dans le cadre du projet de création du parc naturel régional de « Brie et 2 Morins », porté depuis 2012 par le syndicat mixte d'études et de préfiguration dont font partie cinq des communes les plus proches du projet de parc éolien, dans le périmètre d'enquête publique ; qu'il est relevé, à ce titre, que le schéma régional éolien prévoyait une hauteur maximale de 80 à 100 mètres dans la vallée du Grand Morin traversant le plateau de Brie à cet endroit ;

Considérant, en troisième lieu, que l'implantation d'éoliennes de grande hauteur, à moins de 500 mètres de la route départementale RD55 dont le trafic routier atteint, dans la zone de danger, plus de 1900 véhicules par jour, présente un risque très important pour la sécurité des usagers de la route, très empruntée par les habitants de la commune, en raison des risques de projection de pales et de glace identifiés dans l'étude de dangers ;

Donne un avis très défavorable au projet par 4 voix contre et 2 abstentions.

3 - Délibération N°2017-02/03 : Opposition au transfert de la compétence PLU à la communauté de communes du pays de Coulommiers

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite « loi ALUR » et notamment son article 136 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L. 5214-16 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Coulommiers;

Considérant que la loi ALUR du 24 mars 2014 opère, à compter du 27 mars 2017, le transfert automatique à la communauté de la compétence en matière de PLU,

Considérant qu'il est possible de s'opposer à ce transfert de compétences si dans les trois mois précédant le 27 mars 2017 (c'est-à-dire entre le 26 décembre 2016 et le 26 mars 2017), au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent par délibération ;

Considérant qu'après concertation des communes regroupant la communauté de communes du Pays de Coulommiers, il apparaît inopportun de transférer à un échelon intercommunal la compétence PLU

Considérant qu'il existe par ailleurs à l'échelon intercommunal un document d'urbanisme tel que le SCOT qui permet la mise en œuvre d'une planification intercommunale en matière d'urbanisme ;

Compte tenu de l'exposé ci-dessus, il est proposé au conseil municipal de s'opposer au transfert de la compétence en matière de PLU (document d'urbanisme en tenant lieu de carte communale).

Après examen et délibéré, le conseil municipal, s'oppose à l'unanimité, au transfert de la compétence en matière de PLU à la communauté de communes du Pays de Coulommiers.

4 - Délibération N°2017-02/04 : Désignation des représentants appelés à siéger au sein de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées)

Mme le Maire,

Vu l'arrêté préfectoral 2016/DRCL/BCCCL n° 107 du 15 décembre 2016 portant création d'une communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes « Brie des Moulins » et « Pays de Coulommiers »

Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts ;

Vu la délibération du 16 janvier 2017 de la communauté de communes du Pays de Coulommiers portant création et composition de la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges CLECT ;

Considérant que le nombre de représentant par commune a été fixé à 1 titulaire et 1 suppléant,

Considérant qu'en vertu de l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales, chaque conseil municipal doit procéder à la désignation de ses membres pour siéger au sein de la CLECT,

Après examen et délibéré, le conseil municipal désigne, à l'unanimité, pour siéger au sein de la CLECT :

Mme Christine Guillette, titulaire

M. Jean-Claude Darcy, suppléant

5 - Délibération N°2017-02/05 : Subventions pour les associations pour 2017

Le Conseil Municipal allouera Pour l'année 2017 :

- A l'association Sports Loisirs Détente : 2 000 €
- A l'association Bambins du Niger : 800 €
- A l'association Aide soins à domicile C77 : 700 €
- A l'association des Bleuets de France : 100 €
- A l'association des jeunes sapeurs-pompiers : 200 €

Décision adoptée à l'unanimité.

6 – Délibération N°2017-02/06 : Réattribution des commissions de Mme Brigitte Joulot-Vibrac (RPI et CCAS)

Mme le Maire expose le besoin pour la commune de réattribuer les commissions de Mme Brigitte Joulot-Vibrac :

RPI : M. Jean-Claude Darcy, titulaire

CCAS : M. Jean-Claude Darcy, titulaire

Commissions internes :

Urbanisme : M. Jean-Claude Darcy, M. Patrick Chanut et Mme Florence Bertheau

Communication : M. Jean-Claude Darcy et Mme Florence Bertheau

7 – Délibération N°2017-02/07 : Devis Bureau d'études pour le contrat rural de la voirie

Mme le Maire expose la nécessité de choisir un bureau d'études pour le contrat rural de la voirie.

Cabinet Didier Jakubczak = 6 480 € TTC + 5% du cout de l'objectif des travaux par an du contrat rural
Cabinet BEC = 17 880 € TTC tarif des appels d'offres non inclus et suivi non estimé

Le conseil municipal décide, à l'unanimité, de choisir le Cabinet Didier Jakubczak.

8 – Délibération N°2017-02/08 : Devis espaces verts pour l'année 2017 pour la commune et l'assainissement

Mme le Maire présente les différents devis des espaces verts pour l'entretien annuel 2017.

La commune : Jean-Marc Marfella = 5 292 € TTC
Rev'Parcs et Jardins = 5 280 € TTC

La Station d'épuration : Jean-Marc Marfella = 4 080 € TTC
Rev'Parcs et Jardins = 3 900 € TTC

Le conseil municipal choisit, à l'unanimité, l'entreprise Rev'Parcs et Jardins pour la commune et la station d'épuration.

9 - Réunion de préparation interne du budget

La préparation interne du budget aura lieu le 21/02/2017 à 14h en mairie.

10 - Réserve du terrain B 554

Mme le Maire expose le projet de la réserve entière de la parcelle B 554.

Le conseil approuve cette décision. Afin de confirmer cette réserve, des carottages seront effectués prochainement par l'entreprise ECR Environnement (2 184 €)

11 - Questions Diverses

- Une demande de plusieurs devis sera effectuée, pour l'Installation de carrelage, sur les murs de la salle des fêtes, au-dessus des plans de travail.
- 3 grilles en fonte avec regard, ont été changées
- Une canalisation aux Morils a été débouchée
- Une sonnerie forte accompagnée d'une lumière sur le téléphone de la salle des fêtes, sera installée prochainement. Le règlement de la location sera modifié en conséquence.
- Un carottage sera effectué sur une parcelle pour en confirmer le zonage, par l'entreprise ECR Environnement (2 724 €)

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h30.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.